



Les familles n'ont pas de pouvoirs magiques!

Raymond Villeneuve et Marie Rhéaume, respectivement président et directrice générale du Réseau pour un Québec Famille

La pandémie de COVID-19 est en voie de changer durablement plusieurs aspects de notre vie, prévention oblige. Mais dans tous les aspects de la relance, un constat s'impose : la réalité des familles québécoises devient plus complexe, plus difficile à appréhender.

Historiquement, les familles sont toujours en première ligne. Elles sont un important acteur économique si l'on considère que les dépenses des ménages, essentiellement celles des familles, comme le logement, l'énergie, le transport, l'alimentation, les loisirs, représentent 60 % du produit intérieur brut (PIB), selon l'indice de la Banque Mondiale. De plus, presque toutes les décisions importantes que nous prenons dans notre vie sont des décisions familiales. Qu'on pense par exemple à celles concernant l'éducation des enfants, au choix d'une maison, d'un quartier, à l'acceptation d'un emploi ou d'une promotion, toutes ces décisions sont prises, la plupart du temps, en fonction des besoins de la famille.

La vie des familles n'est pas un long fleuve tranquille. C'est plutôt un univers chaotique où il faut faire des petits miracles au quotidien pour assumer son rôle de travailleur tout en assurant à la santé physique et mentale, la sécurité, le développement, l'éducation de chaque enfant. Déjà, avant la crise, c'était exigeant : plusieurs sondages révèlent que plus de 50 % des employés auraient changé d'emploi pour obtenir de meilleures mesures de conciliation famille-travail.

En ce moment, le contexte de la COVID-19 exige du gouvernement de mettre en place des mesures particulières pour limiter les risques de contagion. Nous adhérons sans réserve à l'importance de ces dispositions. Toutefois, nous insistons, au nom de chaque famille du Québec, sur le fait que le premier ministre et les différents ministères doivent impérativement concevoir leurs interventions plus globalement. L'appareil gouvernemental, structuré pour gérer en silos, tient trop rarement compte de l'impact de ses décisions sur l'ensemble de la vie des familles.

Des exemples? Selon les directives du ministère de la Famille, dès qu'un enfant dans un service de garde montre des signes de contamination, il devra être mis en isolement. De son côté, le ministère de l'Éducation projette divers scénarios pour la rentrée scolaire de l'automne. Pour respecter la distanciation physique dans les classes on songe à limiter la présence en classe des enfants soit à une demi-journée ou à une journée sur deux. Oui, il faut absolument protéger les enfants. Mais, quel sera l'impact pour tous ces parents qui travaillent à temps plein?

Pour les familles, la capacité à respecter ces nouvelles dispositions sans que soient instaurées des mesures de conciliation famille-travail adaptées dans les organisations relève de la pensée magique. Mais voilà, même si on aimerait pouvoir le croire, les familles n'ont pas de « pouvoirs magiques » les rendant capables de régler sans sourciller tous les nouveaux problèmes qui alimenteront leur quotidien.

Penser globalement, ce serait, entre autres, créer les conditions pour que chaque organisation puisse mettre en œuvre des mesures novatrices en conciliation famille-travail qui tiennent compte de leurs réalités économiques particulières, mais aussi des nouvelles contraintes qu'imposent les mesures de santé publique à leurs employés. Le télétravail peut être une solution. Mais, nous l'avons vu pendant le confinement, lorsque les enfants sont présents, il devient une source de pression importante pour les parents travailleurs qui doivent gérer les impératifs des employeurs et les besoins de leurs enfants. Et, surtout, ce n'est pas une mesure qui s'applique à tous les types d'emplois.

Nous sommes convaincus que, pour assurer une relance réussie, il est incontournable que le gouvernement propose des solutions globales allant plus loin que des mesures en silos qui, inévitablement, ont des effets domino. Parce que chaque décision provoque des ondes de choc de plus en plus difficiles à absorber pour les familles.

La famille c'est le ciment de notre société. Pratiquement tout le monde affirme que c'est ce qu'il y a de plus important. Il est peut-être le temps de le reconnaître et que le Québec nouveau souhaité par le premier ministre François Legault soit aussi un véritable Québec famille.

Signataires :

Sandrine Tarjon / Association des haltes-garderies du Québec

Diane Miron / Association québécoise de la garde scolaire

Isabelle Lizée / Carrefour action municipale et famille

Marie Simard / Confédération des organismes familiaux du Québec

Marie-Hélène Talon / Fédération des comités de parents du Québec

Marie-Eve Brunet Kitchen / Fédération québécoise des organismes communautaires Famille

Élise Boyer / Fondation OLO

Amélie Landry / Réseau des centres de ressources périnatales du Québec

Christine Fortin / Réseau Maisons Oxygène